

Chronique de Politique Intérieure : C.P.I. N°128 :

Vendredi 04 Mars 2016,

(La prochaine doit arriver le Vendredi 11 Mars prochain)

Chers auditeurs de Radio-Silence,

Vous appréciez mon travail depuis des années ?

Voici le moyen de me verser quelque chose :

<https://www.paypal.me/LMDM>

(Si ce lien ne fonctionne pas en direct :

copiez alors le lien par CTRL-C, puis CTRL-V dans la barre adresse de votre navigateur

Décochez la case pour faire un DON, du montant que vous choisissez, seul, juste au-dessus

À ce jour : 67,12 € nets reçus sur PAYPAL pour les deux chroniques réunies : MERCI !

Restent me manquer terriblement d'URGENCE : 12.600,00 - 67,12 = 12.532,88 € !!!!!

Je n'ai RIEN reçu, depuis des années, de Google AdSense pour leurs pubs sur mon blog (1) !

INCIPIIT PERMANENT :

La Politique Intérieure a pour but :

- 1) De conformer le Territoire par des infrastructures adaptées aux besoins économiques et sociaux, comme aux nécessités de sa défense, dans le respect de sa diversité et de la Nature de la Création.
- 2) De veiller au respect par tous, en tous lieux et en tout temps du DROIT FONDAMENTAL, condition de « l'état de droit », donc du règne de la JUSTICE vraie, laquelle ne sort que très rarement des tribunaux "républicains". Ces structures faisant appliquer, sur ordre, le droit de l'état totalitaire, *devenu tyrannique*, comme prévu par la Rhétorique de PLATON, à *force de violations du DROIT FONDAMENTAL*.
- 3) De conformer l'ensemble des comportements de tous et de chacun à la LOI NATURELLE en ce qu'elle donne et garantit la VIE sur Terre, notamment par le respect des 10 commandements du décalogue dans l'une de leurs trois versions, éventuellement consolidées.
- 4) L'EDUCATION NATIONALE sectaire, totalitaire, et depuis 2011 carrément dépravée, doit être supprimée. Les diplômés privés attestent seuls de la transmission des milliers d'années de Savoirs et d'expériences authentiques dans tous les domaines. Cette transmission doit être complète autant que faire se peut, selon les niveaux, à chaque génération suivante. L'Etat peut délivrer des diplômes de contrôles publics des résultats dans un but de valorisation supplémentaire des titulaires, impétrants, candidats, étudiants... Mais c'est tout !
- 5) De faire respecter, sur nos 11 millions de Km2 de territoire, la Chrétienté offrant au monde la plus belle civilisation, celle de la France de CLOVIS et de LOUIS XIII, consacrée par eux au Sacré-Cœur de Jésus-Christ puis à la Sainte Vierge MARIE, Sanctuaire de la Couronne d'épines en la Sainte-Chapelle de Paris et de reliques parmi les plus précieuses de, et pour, l'Humanité.
- 6) De veiller à la santé publique par l'enseignement de l'hygiène et la prévention physique des risques les plus graves connus historiquement, interdisant de nuire à la santé de quiconque, si peu que ce soit, en vertu du principe de DROIT FONDAMENTAL : "D'abord, ne pas nuire" !

Je vais vous parler aujourd'hui du :

« CHANTAGE MAÇONNICO-FRANCO-EURO-ETATSUNIEN !... »

Le petit *macron* (contraction de macro-électron) s'essaye au chantage sur les Britanniques sur ordre du lourd PROTON maçonnique euro-étatsunien, autour duquel il gravite. Voilà qu'il "prévient" les habitants d'Outre-Manche, que de négatif, il deviendrait positif et libérerait les "migrants" de Calais, facilitant leur invasion de la Grande-Bretagne... C'est latribune.fr qui note qu'il promet également de faire venir les banquiers londoniens en France, "le jour où la relation serait rompue" ! Ces deux déclarations en forme de chantage ouvert figurent dans l'interview accordée au Financial Times avant-hier Mercredi 2 Mars. Hier, Jeudi 3 Mars se tenait le "sommet" d'Amiens entre le petit nul François HOLLANDE et le grand lâche CAMERON. Ont-ils l'un ou l'autre, ou les deux, en tête de le corrélér avec le Traité dit "de la PAIX D'AMIENS", dont wikipédia rappelle qu'il fut : " *signé le 25 mars 1802 entre le Royaume-Uni, d'une part, et la France, l'Espagne et la République batave, d'autre part. La paix d'Amiens dura à peine plus d'un an, prenant fin le 18 mai 1803. C'est la seule période de paix générale en Europe entre les déclarations de guerre à la France à l'automne de 1793 et la première abdication de Napoléon en 1814* ", laquelle ouvrit la voie au "Congrès de Vienne" ? Sous ce symbole, probablement voulu, ils espèrent convaincre les Britanniques de rester dans l'UE aux conditions... inexistantes, soi-disant obtenues par leur "PRIME MINISTER". Voici, en effet, ce qu'en dit Nigel LAWSON, l'ancien Chancelier de l'Échiquier de Sa Très Gracieuse Majesté Britannique et de son "Premier" de l'époque, Margaret THATCHER (2), extraits :

David (?) CAMERON "s'était personnellement engagé à **mettre fin à l'effet cliquet tristement célèbre**, en assurant que " « *le pouvoir refluerait vers les États membres, et ne resterait pas éloigné d'eux* ». *Il a visiblement échoué sur ce front : pas un seul pouvoir n'a été rendu au Royaume-Uni, aucun changement de traité n'a été obtenu... L'Union Européenne s'oppose de façon inflexible à tout autre changement qu'une intégration toujours accrue. Ce qui est... inacceptable, c'est qu'il présente comme des succès les*

prétendues concessions qu'il a obtenues, alors que celles-ci vont du totalement inapproprié au complètement absurde". Entre autres, il cite deux systèmes :

- le "**système du carton rouge**" contre toute législation jugée nocive au Royaume-Uni qui ne peut fonctionner qu'avec 55% des voix de l'UE qui n'ouvrirait alors qu'une discussion... interminable. Donc, rien !
- le "**système du frein de secours**" permettant de réduire temporairement les aides aux immigrés forcés. Mais l'UE peut annuler cette autorisation dès le lendemain ! Donc, rien !

- **S'agissant de la City de Londres**, et de la capacité à prospérer **en dehors de "la zone euro à problèmes"**, **l'UE a rappelé vertement que le Royaume devrait** « éviter toute mesure qui [selon l'UE] pourrait mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union Économique et Monétaire » et que « la capacité actuelle des institutions de l'Union à prendre des mesures nécessaires [selon elle] pour répondre aux menaces sur la stabilité financière » demeure absolue ! Donc, rien !

Il conclut : " ce qui nous a été présenté comme le début d'une réforme fondamentale s'est transformé en un exercice de limitation des dégâts : **comment limiter les dégâts que l'adhésion à l'UE nous inflige ? Et même cela n'a guère été atteint. La seule façon de mettre fin à tout cela, c'est de sortir de l'UE**".

Suivent ensuite une foule d'explications révélatrices de sa part, car autorisé, sur ce qu'est vraiment l'U.E.. Les anciens du FN le savent aussi bien que lui. Mais les Français devraient le lire attentivement...

Ma conclusion générale du jour est donc la suivante : En somme, voilà des petits prétentieux français de papier, plus que de sang et de culture, qui s'efforcent de donner à CAMERON des moyens d'illusionner les Peuples Britanniques réunis par la Couronne. Il s'agit de leur faire croire à une nouvelle "Paix d'Amiens" permettant au Royaume-Uni de rester dans l'UE, aux côtés des Français, avec des conditions revues. Le HIC, c'est qu'elles ne le sont pas ! Alors, des menaces du genre : on vous laissera envahir avec joie sont censées les convaincre avec la bonne vieille méthode de la carotte, ici factice, et du bâton, ici bien réel ! Pour ma part, je crois que cela aura l'effet exactement inverse. Les Britanniques savent à quoi s'en tenir sur la valeur réelle de LA République comme de ses pantins Franc-Maçons ! Nous aussi.

Surtout qu'en plus, leur chef à tous, le nègre musulman Barack Hussein OBAMA vient de reconduire hier pour un an, les sanctions contre la Russie. Il y a gros à parier que les Hollande et consorts vont obéir... Et ceci après que le Président des Etats-Unis d'Amérique ait laissé son général Philip BREEDLOVE, dire qu'il était prêt à la vaincre ladite RUSSIE... en EUROPE ! Nous reviendrons prochainement sur cette transformation par nos si gentils "alliés", de toute l'Europe, donc de la France avec, en glacis de bombardements atomiques. Heureusement que nous avons nos forces atomiques comme contre-menace contre eux, dans le cadre de la dissuasion TOUS AZIMUTHS telle que l'a conçue DE GAULLE. Encore faut-il que le HOLLANDE en ait la volonté reconnue...

LMDM

Annexes :

1) Je n'ai rien reçu de GOOGLE ADDSENSE pour leurs pubs sur mon blog depuis des années malgré, selon des pointeurs indépendants, plus de 28.000 pages vues par mois !!! Je les tiens pour des escrocs... Ils font les règles à leur seul gré ! Ils retiennent même jusqu'à un montant déterminé par eux seuls les sommes qu'ils reconnaissent devoir mais... A MINIMA !

En ce qui concerne mes chroniques sur radio-silence depuis 2009 mais reportées depuis moins longtemps sur mon blog, voici la situation :

- **COMPTEURS DES DEPENSES = 128 CPI + 162FV = 290 Chroniques => 150 € de coût moyen mensuel x 12 x 7 (fin Février 2016) = -12.600 € ! Environ mon découvert général actuel fin 2015... financés à 18,45 % l'an d'agios chez les banques !!!**

- **COMPTEURS DES RECETTES : RETRAITES AGIRC+ARRCO+CARSAT = 730 € mensuels x 12 x 7 ans = + 61.320 €..**

Comme vous le voyez, ces chroniques qui ne sont que l'expression de mon devoir moral de transmettre ce que je sais et comprends à tous, me coûte : 20,55 % de mes retraites ! Lesquelles sont réduites des 4/5 par les actes des RAFFARIN, DE VILLEPIN, JUPPE, CHIRAC, MITTERRAND, DELORS, MAUROY, FABIUS, SAPIN et consorts...

Vous comprenez mieux maintenant pourquoi j'appelle à l'aide ! Si je n'étais marié, je serais SDF, alors que j'ai payé plus que mon épouse et vous n'auriez aucune de mes chroniques ! Revenus du ménage environ 2.300 euros mensuels dont 1.450 de mon épouse ! Alors que j'ai payé pour avoir à moi seul : 25.000 Francs français / mois, soit environ 3.811 €..

Voilà la situation. **Sans rentrées financières, je vais devoir arrêter un jour prochain faute de crédit bancaire.**

Maintenant, à vous de voir où est votre devoir à vous ?

GRAND MERCI à ceux qui m'ont, encore trop exceptionnels, envoyé un peu d'oxygène...

2)

[L'appel solennel de Nigel Lawson, ancien ministre de l'économie et des finances de Margaret Thatcher, pour que les britanniques votent en faveur de la sortie de l'UE](#)



Lecture : 10 min

Publié le 23 février 2016 dans [Actualité](#) / [Lien permanent](#)

Spécial Brexit : L'appel solennel de Nigel Lawson, ancien ministre de l'économie et des finances de Margaret Thatcher, pour que les britanniques votent en faveur de la sortie de l'UE.



Nous commençons aujourd'hui une nouvelle série d'articles sur le prochain référendum britannique pour ou contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (qualifié par la presse de « Brexit »).

Dans ce cadre, nous allons publier très régulièrement des articles tirés de la presse d'Outre-Manche. Ces articles auront été sélectionnés par nos militants (en particulier Romain, Esteban et Denis), puis traduits en français avec l'aide de notre service de traduction (en particulier Nicolas et Elisabeth).

Ceci va nous permettre :

- a)- de donner, au plus grand nombre possible de lecteurs français, des arguments comparables ou complémentaires à ceux de l'UPR, mais émanant de responsables politiques, économiques, syndicaux britanniques, ainsi que d'intellectuels.
- b)- de montrer que ce qui se passe à l'étranger – et en particulier au Royaume-Uni – prouve que de très nombreuses forces, dans le reste du monde, pensent, parlent et agissent comme le fait l'UPR en France. L'UPR n'est ni une « secte », ni « complotiste », ni une bande d'illuminés, l'UPR n'est pas seule, bien au contraire !
- c)- de confirmer au passage que la volonté de sortir la France de l'UE et de l'euro résulte d'une analyse politique très mûre et très réfléchie, qui vise à rendre aux peuples leur démocratie volée et à détruire le funeste projet européiste, qui n'est rien d'autre qu'une utopie totalitaire, liberticide et destructrice.
- d)- enfin, de faire ressortir à quel point les grands médias nationaux ont été totalement verrouillés en France, et à quel point notre pays subit une véritable dictature de la pensée.

Pour preuve, le premier article que je mets en ligne ci-dessous a été rédigé par Nigel Lawson, Ancien Chancelier de l'Échiquier, et publié dans l'un des plus grands journaux britanniques, le Daily Telegraph. Or publier un tel article dans la grande presse nationale française ou laisser s'exprimer de telles analyses dans les grandes télévisions ou radios françaises est quasiment impossible au pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, l'UPR en sait quelque chose !

Cet article et l'évolution générale des esprits nous montrent cependant que la censure qui sévit en France, contre toute opposition réelle à l'europhisme, est la marque irréfutable d'une idéologie en phase terminale.

Comme l'avait dit de façon magistrale John Morley, homme politique britannique libéral du XIXe siècle, «You have not converted a man because you have silenced him. » : « Vous n'avez pas convaincu un homme parce que vous l'avez réduit au silence. »

François Asselineau

ARTICLE DE NIGEL LAWSON DU 17 FÉVRIER 2016 :

**UNE FOIS SORTI DE L'UNION EUROPÉENNE,
LE ROYAUME-UNI SE TIENDRA DEBOUT COMME UNE NATION LIBRE ET PROSPÈRE.**

Le Premier ministre a clairement échoué à accomplir ses objectifs,
et le moment est venu pour nous de quitter l'UE.

Par Nigel Lawson

Daily Telegraph du 17 février 2016.

Dans 4 mois, les Britanniques seront vraisemblablement appelés à prendre la décision la plus importante de leur vie pour l'avenir de notre pays.

Ce n'est pas une décision par rapport à l'Europe en elle-même. C'est une décision pour savoir si nous voulons rester dans une institution profondément troublée et dévoyée connue sous le nom d'Union Européenne. Et personne n'aurait pu être plus clair sur la définition de ce problème que David Cameron, dans son discours à Bloomberg il y a trois ans, quand il s'était engagé à garantir une « réforme fondamentale et de grande portée » de l'UE. Il y a visiblement échoué. Il s'était personnellement engagé à **mettre fin à l'effet cliquet tristement célèbre**, en assurant que «le pouvoir refluerait vers les États membres, et ne resterait pas éloigné d'eux ». Il a visiblement échoué sur ce front aussi : **pas un seul pouvoir n'a été rendu au Royaume-Uni** ; et la doctrine du prétendu « acquis communautaire » [NdT : en français dans le texte], qui pose que les pouvoirs une fois transférés à l'Union Européenne ne peuvent plus lui être retirés, reste encore fermement en place. Il avait également promis que tout ce qu'il voulait obtenir dans ses négociations impliquerait « un changement complet et approprié des traités », sans lequel ces décisions ne pourraient pas être juridiquement contraignantes. **Aucun changement de traité n'a été obtenu.**

Le Premier ministre ne peut pas être tenu pour responsable de son échec lamentable à atteindre ses objectifs. **L'Union Européenne s'oppose de façon inflexible à tout autre changement qu'une intégration toujours accrue.** Ce qui est en revanche inacceptable, c'est qu'il présente comme des succès les prétendues concessions qu'il a obtenues, alors que celles-ci vont du totalement inapproprié au complètement absurde. Jetons-y un œil :

Il affirme qu'il a obtenu un système de « carton rouge pour empêcher toute nouvelle législation européenne nocive pour le Royaume-Uni. **Sacré « carton rouge » !** Le projet d'accord prévoit que ce dispositif ne pourra intervenir que si – et seulement si – plus de 55 pour cent de l'UE le veut – ce qui est déjà une condition hautement improbable – ; mais, même si cette condition est réunie, la seule conséquence en sera que la présidence mettra à l'ordre du jour « une discussion approfondie ».

Il prétend avoir résolu les graves problèmes des niveaux incontrôlés et incontrôlables d'immigration, en obtenant ce qu'il aime appeler « un frein de secours ». **Sacré « frein de secours » !** Tout ce qui a été convenu à titre provisoire, c'est une offre faite par l'UE de nous permettre de mettre en place une réduction temporaire du niveau de certains avantages pour les immigrés (il n'y a de toute façon personne, parmi ceux qui ont étudié l'immigration au Royaume-Uni, qui pense que ce type de mesure puisse produire une différence significative). De plus, c'est une offre que l'UE serait libre de retirer n'importe quand - comme par exemple, juste après un référendum au Royaume-Uni pour rester dans l'UE.

S'agissant de la City de Londres, et de notre capacité à prospérer en dehors de la zone euro à problèmes, on nous a rappelé vertement que nous devons « éviter toute mesure qui [selon eux] pourrait mettre en péril la réalisation des objectifs de l'Union Économique et Monétaire » et que « la capacité actuelle des institutions de l'Union à prendre des mesures nécessaires [selon eux] pour répondre aux menaces sur la stabilité financière » demeure absolue. Nous sommes prévenus.

Donc, ce qui nous a été présenté comme le début d'une réforme fondamentale s'est transformé en un exercice de limitation des dégâts : **comment limiter les dégâts que l'adhésion à l'UE nous inflige ?** Et même cela n'a guère été atteint. La seule façon de mettre fin à tout cela, c'est de sortir de l'UE.

Lorsque j'étais Chancelier [NdT : ministre de l'économie et des finances, dans le gouvernement de Margaret Thatcher], j'étais devenu de plus en plus conscient du fait qu'en termes économiques, l'appartenance à l'UE nous faisait plus de mal que de bien. Et encore était-ce avant l'arrivée de l'union monétaire européenne, qui est arrivée après que je quitte mes fonctions, et qui a eu un effet tellement désastreux sur l'économie de l'UE. Mais il n'est pas surprenant que cela n'apporte aucun avantage économique puisque l'Union Européenne n'a jamais été un projet économique. Ça a toujours été un projet politique, avec un objectif politique que nous, au Royaume-Uni, ne partageons pas. Telle est la raison fondamentale, qui prime sur toutes les autres, pour laquelle nous devons voter en faveur de la sortie. Cet objectif est la création d'une union politique en bonne et due forme, les États-Unis d'Europe. Voilà le but de cette « union toujours plus étroite ». Comme la Déclaration solennelle de 1983 sur l'Union Européenne l'a explicité, **il ne s'agit pas simplement d'une union des peuples d'Europe. Il s'agit carrément d'une union politique des États membres.**

Voilà aussi le but de l'union monétaire. Le père de l'Union monétaire européenne fut Jacques Delors, un ancien président de la Commission européenne. Je l'ai très bien connu, car avant qu'il ne devienne président de la Commission, il était le ministre des finances français et donc mon homologue. Il avait très bien compris que l'on ne peut pas avoir d'union monétaire viable sans union fiscale, et pas d'union fiscale sans union politique. C'était tout le but de la manœuvre. D'où la proposition, formulée dans le rapport de la Commission européenne de juin 2015, surnommé « Rapport des cinq présidents », de **mettre en place un seul ministre et un seul ministère des finances pour l'ensemble de la zone euro d'ici à 2025. Ce n'est**

clairement pas bon pour nous, et nous devons sortir. Sinon, même si nous avons une clause de retrait théorique de l'union politique, nous serons tout de même obligés d'accepter les lois de l'Union Européenne conçues avec cet objectif à l'esprit.

On me demande : « *Quelle est donc pour vous l'alternative à être dans l'Union européenne ?* » Une question plus insensée est difficile à imaginer. L'alternative à être dans l'Union européenne est de ne pas être dans l'Union européenne. La plupart des pays du monde ne sont pas dans l'Union européenne – et la plupart des pays du monde se portent mieux que l'Union européenne. S'agissant des détails, nous abrogerions la loi de 1972 sur les Communautés européennes, qui établit la primauté du droit communautaire sur le droit britannique. Le marais de la réglementation européenne, – dont la plus grande partie est coûteuse, inutile et indésirable -, deviendrait la réglementation britannique, que nous serions alors libre d'accepter, d'abroger ou de modifier en fonction de notre intérêt national. Et nous continuerions à commercer avec les pays de l'UE, comme le reste du monde le fait aujourd'hui, et selon toute probabilité dans le cadre d'un accord de libre-échange bilatéral, dont ils ont beaucoup plus besoin que nous.

Par-dessus tout, nous redeviendrions une démocratie indépendante, avec une perspective véritablement mondiale plutôt qu'étroitement européenne. Nous prospérerions, nous serions libres, et nous nous tiendrions debout. C'est tout ce sur quoi porte ce referendum.

Nigel Lawson

Ancien Chancelier de l'Échiquier

source : texte original en anglais : <http://www.telegraph.co.uk/news/newsttopics/eureferendum/12162009/Britain-outside-the-EU-would-stand-tall-as-a-free-and-prosperous-nation.html>

Chronique rédigée sur 2 Pages plus les annexes.

par A.D. Laurent **MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS.**

Ancien Professeur d'Économie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Director de Stés off-shore d'investissements aux USA.

Ex-Cadre Hors Classe, Sous-directeur de l'Établissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « *D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants* ». *J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.*

